



L'Hôtel de Matignon, Du XVIIIe siècle à nos jours, La Documentation Française, 2018, Paris

57, RUE DE VARENNE - HÔTEL DE MATIGNON

Restauration de la glacière et assainissement de l'édifice voisin

PRO-DCE

B.3 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Maîtrise d'ouvrage :

Premier Ministre - Direction
des services administratifs
et financiers

Avril 2025

Maîtrise d'œuvre :

Eugène Architectes du Patrimoine - Charlotte
Hubert, Architecte en Chef des Monuments
Historiques, architecte mandataire
Equilibre Structure, bureau d'études
structure

OGI, bureau d'étude VRD

Cabinet Pilté, économistes de la construction



L'Hôtel de Matignon, Du XVIIIe siècle à nos jours, La Documentation Française, 2018, Paris

57, RUE DE VARENNE – HÔTEL DE MATIGNON

Restauration de la glacière et assainissement de l'édifice voisin

DCE

CCTC TCE – CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TOUS CORPS D'ÉTAT

EUGÈNE Architectes du Patrimoine - Charlotte Hubert Architecte en Chef des Monuments Historiques,
architecte mandataire

Cabinet Pilté, économistes de la construction

IND A

Avril 2025

SOMMAIRE

CHAPITRE I -	DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT	1
1.1	DÉFINITION DE L'OPÉRATION.....	1
1.2	OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT.....	1
1.3	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES	1
1.4	EXÉCUTION DES OUVRAGES.....	2
1.5	BRANCHEMENTS PROVISOIRES	3
1.6	PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS.....	3
1.7	COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX.....	6
1.8	COORDINATION PAR ET ENTRE LES ENTREPRISES.....	6
1.9	CELLULE DE SYNTHÈSE.....	6
1.10	PROPRETÉ DU CHANTIER	6
1.11	MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES A L'ÉDIFICE	7
1.12	CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	7
1.13	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR LES SERVICES DU PREMIER MINISTRE.....	9
1.14	ORGANISATION DU CHANTIER.....	10
1.15	ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS	13
1.16	PERCEMENTS - SCHELLEMENTS - RACCORDS.....	14
1.17	PROTECTIONS DES OUVRAGES ET DES LOCAUX.....	14
1.18	RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES.....	14
1.19	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	14
1.20	PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET DEROULEMENT DES TRAVAUX	15
1.21	SONDAGES.....	15
1.22	PRÉSENTATION DES OFFRES	15
1.23	PERMIS DE FEU	15
1.24	SUJETIONS PRESENCE PLOMB ET AMIANTE.....	16
1.25	DECHETS SPECIAUX.....	16
1.27	OBLIGATIONS	19
1.28	COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES.....	19
1.29	RECEPTION DES SUPPORTS	20
1.30	RESPONSABLE D'EXÉCUTION.....	20
1.31	CONSIGNES PARTICULIERES COVID-19.....	20
1.32	NOTE IMPORTANTE.....	21

CHAPITRE I - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ÉTAT

1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Les travaux envisagés concernent :

Les travaux de restauration de la glacière et l'assainissement du bâtiment voisin de l'Hôtel de Matignon, situé :

57 rue de Varenne, Paris 7^{ème}

1.1.1 Corps d'état intervenants

Les travaux de restauration intéressent les corps d'état suivants :

Lot 01 Installation de chantier / Maçonnerie / Gros œuvre / VRD

Lot 02 Menuiserie / Ferronnerie

1.1.2 Tranche et phasage

Les travaux de la présente opération seront réalisés en une tranche unique.

1.2 OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document complète les prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chaque corps d'état.

1.3 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES

Les matériaux et les matériels ainsi que les conditions de leur mise en œuvre devront être conformes aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

1° - Les Normes Européennes et les Eurocodes.

2° - Les Normes Françaises publiées par l'AFNOR – Groupe AFNOR -
11 Rue Francis de Pressensé – 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex

3° - Les publications du CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT sis 84
Avenue Jean Jaurès - 77447 Marnes-la-Vallée Cedex
(Documents Techniques Unifiés - Cahier des Charges - Règles de calculs -
Spécifications - Recommandations - Guides - Etc ...).

4° - Brochures n° 1011.1 et 1011.2 du Journal Officiel dans leur plus récente mise à
jour, relatives à la sécurité contre l'incendie publiées par le Journal Officiel
26 Rue Desaix - 75732 - PARIS CEDEX 15.

5° - Aux diverses recommandations professionnelles relatives à chaque corps d'état.

6° - Aux divers Décrets et Arrêtés en vigueur.

7° - Les réglementations applicables aux Etablissements recevant du public.

8° - Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat et dont la décomposition dans son dernier état résulte du décret n° 2000-524 du 15 Juin 2000.

En cas de contradiction entre les textes mentionnés ci-dessus, ou entre ces textes et les prescriptions du descriptif et des plans, le Maître d'Œuvre aura toute liberté d'interpréter ces textes dans le sens le plus favorable au Maître de l'Ouvrage sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucune indemnité ou plus-value de ce fait.

1.4 EXÉCUTION DES OUVRAGES

Les descriptions qui suivent, au chapitre DESCRIPTION DES OUVRAGES ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur importance, leurs dimensions, et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif, et que l'entrepreneur devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables pour l'achèvement complet des travaux.

Tous les documents écrits et graphiques remis à l'entrepreneur dans le cadre de l'appel d'offres concernant cette opération doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution.

Il devra donc signaler au Maître d'œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des Normes Françaises.

Le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans modification les prescriptions des documents dressés par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité d'entrepreneur.

Les C.C.T.P. et les plans se complètent réciproquement. Les discordances éventuelles devront être signalées par écrit au Maître d'œuvre pendant le délai de remise des offres ou lors de la remise des offres.

Les entrepreneurs ne pourront plus se prévaloir d'une quelconque contradiction postérieurement à la remise des offres.

En cas d'erreur ou d'insuffisance de cotation, l'entrepreneur doit en référer au Maître d'Œuvre en temps utile, afin que ce dernier ait le temps nécessaire de procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs, ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour les autres corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

L'attention des entreprises est attirée sur la qualité exigée pour ces travaux.

L'entrepreneur devra compléter par son expérience professionnelle les indications données par les plans et le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot pour lequel il soumissionne complété par le présent Cahier des Clauses Techniques Communes Tous corps d'Etat.

Aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'Art, et le Maître d'œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux, la nature et l'importance des travaux à réaliser.

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des travaux des autres corps d'état sur ses propres ouvrages.

Il doit prendre à ses frais toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux et ouvrages des autres entrepreneurs, comme il devra protéger ses propres ouvrages des dégradations pouvant être faites par d'autres corps d'état.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

L'entrepreneur devra impérativement établir :

- a) La liste des sondages de reconnaissance et investigations complémentaires qu'il jugera nécessaires et qui seront réalisés à la demande selon les besoins et la faisabilité après validation du Maître d'œuvre.
- b) Les plans d'exécution de ses ouvrages et les spécifications techniques détaillées qu'il soumettra au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle pour approbation.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

L'entrepreneur devra réaliser tous les relevés préalables nécessaires à l'établissement des plans d'exécution et à l'exécution des travaux et procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que l'ensemble des travaux projetés devra être exécuté avec le soin et la rigueur indispensable à la réalisation d'ouvrages de qualité.

1.5 BRANCHEMENTS PROVISOIRES

Les branchements nécessaires aux travaux seront établis en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage (services techniques de l'établissement).

Les branchements et la distribution des installations provisoires de chantier, compris cantonnements base vie, seront à la charge et réalisés par l'entrepreneur du lot n°01 :

- pour l'alimentation provisoire d'électricité et l'éclairage du chantier.
- pour l'alimentation provisoire d'eau et les évacuations.

Les consommations de chantier seront prises en charge par le Maître de l'Ouvrage

1.6 PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS

Les entrepreneurs doivent toutes les études d'exécution nécessaires. Les plans Architectes remis dans le dossier de consultation des entreprises, sont des plans des plans de principe et non pas des plans d'exécution.

La Maîtrise d'œuvre ne fournira aucun autre document que ceux contenus dans le dossier DCE.

Ces études (plans, notes de calcul, etc.) doivent être remises au visa de la Maîtrise d'œuvre et du Contrôleur Technique, l'entrepreneur gardant la responsabilité des études d'exécution de ses ouvrages.

Sur la base des documents signés du dossier du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par le Maître d'œuvre), chaque entrepreneur doit, pour le lot qui le concerne, établir à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions fixées à l'Article 29 du CCAG les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Les pièces graphiques jointes au dossier marché ont été établies avec le plus grand soin par le Maître d'œuvre, néanmoins, compte tenu que les ouvrages à réaliser se situent pour partie dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, chaque entrepreneur doit s'assurer d'une part sur place que les dispositions portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes, cela suppose une vérification exhaustive des ouvrages existants ayant une relation avec les ouvrages à exécuter dans le cadre du lot concerné, d'autre part doit s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles au préalable à l'établissement de ses plans.

Si l'entrepreneur détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans du Maître d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit à la Maîtrise d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique suivant les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point par la Maîtrise d'œuvre au cours de la période de préparation.

Le délai d'examen du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique est de 15 jours à partir de la réception des documents par leur soin.

Si, à la suite de la transmission des documents ci-dessus au visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique, ces derniers sont conduits après contrôle à émettre des observations ou des réserves nécessitant une reprise des plans d'exécution, détails, schémas, notes de calculs, notes techniques par l'entrepreneur ; en aucune manière cette reprise ne devra remettre en cause le planning des études ni la rémunération de l'entrepreneur. Le planning d'exécution tiendra compte d'une reprise systématique du 1^{er} indice de diffusion de chaque document.

En application de l'Article 29.14 du CCAG, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant se dérouler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le Maître d'œuvre et/ou le Contrôleur Technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Chaque entrepreneur doit également la justification, soit par le calcul, soit par des essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée.

Autres obligations de l'entrepreneur

Chaque entrepreneur est tenu de :

- Signaler les divergences entre les ouvrages existants et les dispositions dessinées sur les plans.
- Signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans.
- Solliciter de la part du Maître d'œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis.
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.
- Respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par le Maître d'œuvre.
- Transmettre les documents qu'il aura établis aux autres corps d'état intéressés.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Présentation des plans d'exécution

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par l'entrepreneur porteront un cartouche conforme au modèle établi par le Maître d'œuvre et seront impérativement exécutés selon une charte graphique précise qui leur sera remise lors de la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- Des notices explicatives et justificatives.
- Des notices et caractéristiques techniques des matériaux et matériels utilisés.
- Des méthodes d'essais éventuels.
- Du mode d'exécution et phasage.
- De la nomenclature des composants.

Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Le Maître d'œuvre pourra exiger la fourniture desdites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, l'entrepreneur devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et des caractéristiques du programme utilisé.
- La liste des hypothèses de calculs.
- La liste des résultats.
- Une note expliquant et commentant les résultats, sans le listing informatique inutile à la compréhension du programme.

Chaque entrepreneur a la charge de la fourniture de chacun des documents visés dans le présent article, dès lors qu'ils doivent conduire à un visa du Maître d'œuvre et/ou du Contrôleur Technique et/ou du Coordinateur SSI.

Chaque document sera fourni en 6 exemplaires, tirage papier noir plié format A4 et une version informatique.

Chaque entrepreneur fournira 2 tirages complémentaires pour les plans, notes de calculs ou documents intéressant l'entrepreneur chargé d'un autre lot.

1.7 COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX

Tout entrepreneur doit prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et C.C.T.P. de l'ensemble du projet en vue d'organiser, en accord avec le Maître d'œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre de ses ouvrages.

Il fournira en temps voulu, et selon les instructions qui lui sont données, les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes.

L'entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par le Maître d'œuvre quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

1.8 COORDINATION PAR ET ENTRE LES ENTREPRISES

En complément des études d'exécution propres aux ouvrages de chaque lot, une coordination sera à réaliser entre les différentes entreprises. Cette coordination est exclusivement du domaine de la responsabilité des entreprises et rentre donc dans la phase d'exécution du projet.

La coordination aura pour objectifs :

- D'examiner les incidences que pourraient occasionner les adaptations de construction demandées par les entreprises.
- De coordonner les plans d'exécution et de fabrication des entreprises.
- De mettre au point les plans de calepinage en collaboration avec l'entreprise.

Toutes les entreprises participent autant que de besoin à la coordination.

Le Maître d'œuvre arbitre les conflits pouvant survenir entre les entreprises des différents lots.

1.9 CELLULE DE SYNTHÈSE

Il n'est pas prévu de mission spécifique pour la création d'une cellule de synthèse pour le présent projet. En conséquence, la synthèse sera réalisée par les entrepreneurs des différents lots.

1.10 PROPRETÉ DU CHANTIER

Chaque entrepreneur est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier y compris les accès.

Il devra débarrasser le chantier de tous les déchets et matériaux inflammables, gravois, etc ... au fur et à mesure de leur production, quelle que soit leur origine et les enlever aux décharges publiques.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où l'entrepreneur aura été autorisé à circuler ou à déposer ses matériaux, seront nettoyés immédiatement.

L'entrepreneur devra exécuter, en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés par le Maître d'œuvre et par les services techniques de l'établissement.

La propreté du chantier, et d'une manière générale les mesures particulières concernant l'organisation du chantier, sont des éléments essentiels de l'offre du candidat.

Ces nettoyages seront impérativement compris dans le prix soumissionné.

1.11 MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES A L'ÉDIFICE

L'entreprise doit se plier aux règlements et exigences de sécurité qui lui seront demandés.

Chaque entrepreneur devra fournir une liste complète et précise, mise à jour au cours des réunions de chantier, du personnel qui interviendra sur le site. Le personnel récupérera journalièrement, un badge auprès des services du commandement militaire et devra le porter afin de permettre de l'identifier facilement.

Il appartiendra donc à l'entrepreneur de s'informer, lors de la visite des lieux, des contraintes liées aux règles de sécurité propres à l'édifice, et notamment, à celles régissant l'accès et le stationnement des véhicules de livraison.

L'ensemble des questions relatives à l'organisation, à l'hygiène et à la sécurité sera arrêté durant la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

Les installations se feront en étroite collaboration avec les Services du Commandement Militaire de l'Hôtel de MATIGNON.

Le chantier étant dans un site sécurisé, les entrepreneurs seront tenus de se conformer aux réglementations intérieures.

1.12 CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

1.12.1 Connaissances et conditions

Chaque entrepreneur est réputé par le fait même de sa soumission de son offre, avoir pris connaissance :

- de la nature et de l'emplacement des travaux,
- des conditions générales, locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux,
- des mesures de sécurité propres à l'édifice et aux conditions d'accès imposées,
- aux disponibilités en eau et en énergie électrique,
- aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux,
- à tous autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues, et qui pourraient en quelque manière, influencer sur les travaux et les prix de ceux-ci.

Les conséquences des erreurs ou carences des entrepreneurs dans la réunion des renseignements précédents ne pourront que demeurer à leur charge (notamment les problèmes relatifs à la sécurité, à l'approvisionnement et au stockage).

En tout état de cause, chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance :

- des accès possibles au chantier,
- des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison,
- des itinéraires obligatoires à emprunter, compte tenu de la réglementation de la circulation,
- des périodes d'interdiction de circulation et d'accès sur le site,

- des interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers, bâtiments, riverains, voisins, etc. ...
- des possibilités restreintes de stockage.

En conséquence, ces prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'Entrepreneur ne peut en aucun cas prétendre à une indemnité en les évoquant.

1.12.2 Nuisances

Chaque entrepreneur doit tenir compte dans son offre, de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires concernant les nuisances :

- des bruits des engins,
- des ondes vibratiles solidiennes,
- des poussières,
- des horaires de travail,
- des souillures des abords (levage de la voie publique obligatoire),
- des passages et stationnements des véhicules sur le domaine public,
- etc...

L'entreprise qui doit tenir compte lors de son étude, de tous les impératifs à respecter, sera seule et directement responsable en cas de non-respect de la réglementation en vigueur.

L'Entrepreneur devra veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et il aura à prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas de bruit de chantier maintenu dans les limites autorisées par la réglementation, à la suite de conditions particulières, si cela entraîne une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

1.12.3 Horaires de chantier

L'exécution des travaux sera normalement effectuée de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi, en respectant les contraintes du bruit et de la législation du travail.

Dans ce cas d'intervention en horaires décalés, en nuits ou en week-end, l'entrepreneur doit prendre en compte les surcoûts de main-d'œuvre à sa charge et assurer le cas échéant les démarches d'autorisation auprès des administrations publiques.

1.12.4 Accès des personnels et livraisons

L'accès à la base-vie puis aux zones des travaux se fera obligatoirement et uniquement par l'accès logistique du site de l'établissement, selon les instructions du Plan Général de Coordination, du Maître d'œuvre, et aux instructions des services intérieurs de l'établissement.

A l'intérieur du site, l'accès aux zones chantier pour le personnel, le matériel et les matériaux se fera obligatoirement selon les instructions du Plan Général de Coordination, du Maître d'œuvre, et aux instructions des services intérieurs de l'établissement.

L'entrepreneur du lot 01 devra la mise en place des signalétiques provisoires.

Pour certaines manutentions particulières, des cheminements spécifiques seront étudiés par l'entreprise et soumis à l'acceptation du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre. Il est rappelé que le site reste en activité pendant les travaux et les manutentions ne devront pas perturber le fonctionnement de l'établissement.

Les livraisons seront effectuées dans les plages horaires suivantes : entre 7h30 et 19h30.

Pour les livraisons exceptionnelles, plages horaires à définir avec le Maître de l'Ouvrage.

Le stationnement des véhicules se fera selon les instructions du Plan Général de Coordination, et/ou du Maître de l'Ouvrage, ceci à l'entière charge des entreprises titulaires.

Aucun stationnement de véhicule n'est autorisé sur le site.

Les frais de stationnement, de protection et de signalisation sur la chaussée pendant la durée de livraison ou d'enlèvement sont réputés être à la charge de l'entrepreneur.

1.13 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR LES SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Les entrepreneurs tiendront compte des sujétions et difficultés de mise en œuvre, liées au fonctionnement de l'Hôtel de Matignon et aux conditions impératives qui seront fixées, suivant les nécessités par les services intérieurs.

Ils prendront à leur charge toutes les mesures qui leurs seront indiquées, conformément au CCAP.

Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni aucune indemnité d'aucune sorte ne pourront être accordées :

- a) Pour les faux frais et pertes de temps occasionnés par les interruptions de travaux demandés par le Maître d'œuvre et les services intérieurs avec ou sans préavis.
- b) Pour les limitations d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées.
- c) Pour l'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites parties, selon les besoins.
- d) Pour l'approvisionnement des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- e) Pour les restrictions d'horaires imposées à l'occasion des travaux bruyants (démolitions, refouillement, déposes, percements, etc.) ou susceptibles de créer une gêne à l'exploitation des services.
- f) Pour l'exécution de certains travaux aux heures non ouvrées de nuit, le samedi, dimanche, jours fériés, etc. ainsi que pour l'exécution des travaux en période des congés payés.
Il est rappelé que les travaux bruyants tels que refouillements, déposes, démolitions, percements etc. devront être effectués le matin et aux heures imposées.
- g) Pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable.
- h) Pour les protections très soignées à mettre en œuvre et destinées à isoler le reste du bâtiment des nuisances (poussières). Ces protections devront être vérifiées régulièrement et révisées si nécessaire.
- i) Pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable.

Le Maître d'œuvre pourra à tout moment exiger l'enlèvement ou le remplacement de tout élément défectueux ou détérioré, ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'entreprise.

1.14 ORGANISATION DU CHANTIER

1.14.1 Généralités

La présente opération est soumise à la Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au Décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 pris pour son application à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les installations communes de chantier sont définies par le P.G.C. (Plan Général de Coordination) et au C.C.A.P.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'intérieur des locaux.

Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux ou gêner de quelque façon que ce soit le fonctionnement des services de l'établissement.

Le plan détaillé des installations provisoires de chantier et les installations provisoires de chantier seront réalisés par l'entrepreneur du Lot n°01.

L'entrepreneur du Lot n°01 assurera l'organisation collective du chantier conformément au C.C.A.P. et soumettra au coordonnateur et au Maître d'œuvre son plan d'organisation.

1.14.2 Accès au chantier

L'accès à la zone de chantier se fera depuis le portail situé au 36 rue de Babylone.

1.14.3 Accès pour le personnel

L'accès au chantier se fera par le Poste de Sécurité du 36 rue de Babylone.

Chacune des entreprises, ainsi que leurs éventuels sous-traitants, devra fournir à la direction du service intérieur de l'établissement et 15 jours avant son intervention, la liste nominative des ouvriers et du personnel intervenant sur le chantier ainsi que la copie de leurs pièces d'identités.

Le personnel de toutes les entreprises devra se conformer aux consignes suivantes :

- Enregistrement sur le registre tenu par le Poste de Contrôle des services de Sécurité.
- Obtention d'une carte de circulation (badges) avec dépôt de la pièce d'identité.
- Contrôles des objets, paquets, matériels, etc ... entrant ou sortant de l'enceinte du chantier.

Par ailleurs, il sera réalisé un pointage journalier sur le registre tenu par les services de sécurité.

Les circulations du personnel à l'intérieur de l'établissement en dehors de la zone de chantier feront l'objet d'une autorisation spécifique.

1.14.4 Livraison - Approvisionnement - Stockage

L'aire de stockage étant très réduite, les approvisionnements en matériel ou en matériaux se feront au fur et à mesure des besoins.

L'approvisionnement du matériel, matériaux et l'enlèvement se feront suivant les instructions et ordre au Maître d'œuvre et des services intérieurs.

Les livraisons devront se faire directement dans le jardin. Pour cela les véhicules de livraison devront avoir un gabarit adapté au passage.

Aucun dépôt du matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'extérieur de l'emprise du chantier et de la zone de cantonnement.

Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux ou gêner de quelque façon que ce soit le fonctionnement des services de l'établissement.

Chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre ses propres moyens de levage, les échafaudages et agrès nécessaires autres, déchargements, manutentions et stockage de ses matériaux et matériel ainsi que le gardiennage, les protections nécessaires et tous les nettoyages.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur les conditions particulières d'exécution des travaux.

Il est rappelé qu'un minimum de perturbation devra être apporté au fonctionnement des services de l'établissement, aussi toutes les entreprises devront prendre toutes les dispositions qu'elles jugeront nécessaires afin de réduire au minimum les inconvénients provenant de cette opération.

1.14.5 Branchements eau et installations provisoires d'eau

Le branchement provisoire sur le réseau existant ainsi que l'alimentation provisoire pour la zone chantier sera réalisé par l'entrepreneur du Lot n° 01.

Les consommations de chantier seront prises en charge par le Maître de l'Ouvrage

Aucun branchement ne sera prévu pour les installations du personnel de chantier car celles-ci devront être autonome.

1.14.6 Branchements électricité et installations provisoires d'électricité

Les branchements provisoires sur le réseau existant ainsi que les alimentations provisoires et les éclairages provisoires de chantier seront réalisés par l'entrepreneur du Lot n°01.

Les consommations de chantier seront prises en charge par le Maître de l'Ouvrage

Aucun branchement ne sera prévu pour les installations du personnel de chantier car celles-ci devront être autonome.

1.14.7 Echafaudages / Moyens de levage

Il n'est pas prévu d'échafaudage dans la présente opération.

Toutefois chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre les échafaudages complémentaires nécessaires à la bonne exécution de ses ouvrages, de ses propres moyens de levage, agrès nécessaires, déchargements, manutentions et stockage de ses matériaux et matériels ainsi que le gardiennage, les protections nécessaires et tous les nettoyages.

1.14.8 Zone de cantonnement

La zone de cantonnement sera mise à disposition des entreprises par le Maître d'Ouvrage.

Les installations seront équipées et aménagées par l'entrepreneur du lot 01 (voir CCTP du lot 01).

L'entretien, le nettoyage et l'hygiène de ces locaux seront à la charge du Lot n°01.

1.14.9 Zone de stockage

La zone de stockage sera installée par l'entrepreneur du lot 01, suivant plans du Maître d'œuvre.

1.14.10 Mesures d'organisation générale du chantier

Afin que le chantier se déroule dans les meilleures conditions, il est nécessaire de prévoir un ensemble de dispositions relatives à l'organisation générale des moyens qui devront être mis en œuvre.

Chaque entreprise devra, pendant la période préparatoire, mettre en place les installations nécessaires à la bonne conduite du chantier et repérer les lieux.

La réalisation du chantier au sein des bâtiments apporte des contraintes particulières et obligations que chaque intervenant devra s'engager à respecter afin de limiter les nuisances (bruits, odeurs, poussières, fumées, etc ...).

Les frais de stationnement, de protection et de signalisation sur la chaussée pendant la durée de livraison ou d'enlèvement sont à la charge des entreprises.

1.14.11 Etat des lieux

Un constat de l'environnement extérieur et intérieur sera dressé avant le début des travaux par un huissier de Justice, en présence de l'entreprise du Lot n°01, du représentant du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

En cas de dégâts pendant le chantier, les travaux de restauration et remise en état seront à la charge de l'entreprise concernée.

1.14.12 Tenue de travail

Compte tenu du lieu, il sera exigé à toutes les entreprises que leurs compagnons, techniciens et tous intervenants sur le site soient en tenue vestimentaire correcte, propre et de couleur **conventionnelle** à chaque corps d'état.

1.14.13 Gravois

Chaque entrepreneur doit l'évacuation des gravois jusqu'aux décharges, compris les déchets dangereux (amiante, plomb, etc...), comprenant :

- La mise en place de bennes, big-bags ou autres, suivant les dispositions et emplacements disponibles TCE, pour le chargement des gravois.
- Les chargements et transports, compris toutes manutentions.
- Les droits de décharges éventuels.
- Les nettoyages de voirie réglementaires.

Dispositions particulières :

- La mise en place en place d'un **tri sélectif réglementaire** avec évacuation séparée :
 - . des déchets inertes : maçonnerie, béton armé, etc...
 - . des bois, huisseries, charpentes, menuiseries, etc...
 - . des déchets plâtre (baccula des planchers et toitures), etc...
 - . des déchets industriels,
 - . des tuyauteries de toutes natures,
 - . etc...

Nota : Les gravois seront enlevés au fur et à mesure de leur production par chaque entrepreneur de la présente opération.

1.15 ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS

Chaque entrepreneur est tenu d'établir les attachements écrits ou figurés ou photographiques, nécessaires pour la localisation et la justification des travaux exécutés, plus particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire.

Les attachements seront cotés, datés et soumis au visa du Maître d'Œuvre.

Tous les échantillons et modèles, demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des dessins et calepins, devront être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Les CCTP prévoient pour certains matériels, un échantillon de référence, et autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalents.

Il est spécifié que l'appréciation d'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient au Maître d'œuvre et qu'en cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les échantillons acceptés par le Maître d'œuvre pourront être groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté.

Ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier.

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de toute nature, afférents aux épreuves et aux essais qui seront demandés pendant ou après l'exécution des travaux.

L'entrepreneur aura également à sa charge les frais de toute nature, afférents aux prototypes demandés par le Maître d'œuvre, pour approbation avant l'exécution de ses travaux.

1.16 PERCEMENTS - SCELLEMENTS - RACCORDS

Chaque entreprise aura à sa charge tous les percements, scellements, décalfeutremments, bouchements et raccords nécessaires à la dépose, à la pose et à la fixation de ses ouvrages sauf indication contraire au CCTP propre à chaque lot.

1.17 PROTECTIONS DES OUVRAGES ET DES LOCAUX

Chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre la mise en place des protections et garanties nécessaires par toiles, bâches, contreplaqué ou autres pour effectuer les travaux dans les locaux occupés et en activités.

Les dispositions proposées devront être soumises à l'approbation du Maître d'œuvre.

Elle devra assurer la protection de ses ouvrages, appareils et installations pendant toute la durée des travaux.

Les protections seront enlevées au moment de la mise en exploitation ou sur ordre du Maître d'œuvre.

1.18 RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES

Chaque entrepreneur devra établir le relevé photographique. Le dossier photographique doit comporter des vues de l'édifice ou des parties de l'édifice concerné avant travaux, des vues de différentes phases de chantier et des vues de l'édifice une fois les travaux achevés. Les photographies devront donner une vision exhaustive du chantier : vues d'ensemble, de détails et des ouvrages à reprendre.

Le dossier photographique doit être fourni en **deux** exemplaires informatiques Clés USB.

Les photographies devront être numérotées et présentées sous forme de tirages papier en couleur de format 9 x 13 cm (ou multiple). Chaque feuille doit porter l'identification de la commune et de l'édifice (ou partie de l'édifice) et une légende (titre, date de prise de vue, nom de l'opérateur, éventuellement une référence de cliché).

Un schéma de l'édifice figuré en marge de chaque feuille et une flèche de couleur situera l'élément photographié sur le schéma.

Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de reproduire et de publier les clichés de ce dossier photographique sans qu'il y ait de rémunération complémentaire pour ce cliché.

1.19 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

En fin de travaux, un dossier conforme devra être remis par chaque entrepreneur au Maître d'œuvre, avant réception. Le fait de répondre à l'appel d'offres, implique que le DOE est compris dans l'offre globale.

Dans ce dossier, nécessaire pour assurer une bonne exploitation de l'opération, les plans d'exécution seront éventuellement rectifiés pour être en parfaite conformité avec les travaux réellement exécutés.

Il sera remis en **quatre** (4) exemplaires originaux tirages papiers et en **deux** (2) exemplaires informatiques Clés USB, pour ce qui concerne les plans, il comprendra le dossier photographique si celui-ci n'a pas été transmis au préalable.

Il comprendra également les fiches techniques des matériaux mis en œuvre et des matériels installés avec les notices d'entretien, les quantités mises en œuvre, les P.V. divers, les bordereaux de destruction des déchets amiante et plomb, etc...

La fourniture de ce dossier conditionnera le règlement définitif de l'entrepreneur.

1.20 PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'attention des entrepreneurs est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Le fait de répondre à l'appel d'offres, implique l'acceptation pur et simple de ces délais.

Les observations et remarques éventuelles de l'entrepreneur à ce sujet devront figurer dans son mémoire justificatif.

Pendant la période de préparation, le Maître d'œuvre dressera après consultation des entrepreneurs le calendrier d'exécution des travaux. Ce document est contractuel et sera une pièce constitutive du Marché.

Les entrepreneurs s'engagent donc à prendre toutes dispositions pour travailler pendant les périodes de congés avec des équipes complètes et pleinement efficaces.

Chaque entrepreneur doit les approvisionnements nécessaires sur site avant les fermetures de certains fournisseurs pendant ces mêmes périodes.

1.21 SONDAGES

Tous les sondages demandés par le Maître d'œuvre ou nécessaires au relevé des ouvrages existants sont à la charge de l'entreprise concernée et les frais sont réputés inclus dans les prix du marché.

1.22 PRÉSENTATION DES OFFRES

Les entreprises devront obligatoirement répondre sur le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) fourni au dossier d'appel d'offres.

Elles devront également répondre obligatoirement à la solution de base concernant les matériaux divers décrits dans le C.C.T.P.

L'acceptation des variantes / options obligatoires est spécifiée dans le règlement de consultation.

1.23 PERMIS DE FEU

En cas de nécessité d'un permis de feu, l'entrepreneur en fera la demande au Maître d'œuvre et au Maître de l'Ouvrage lors des réunions de chantier, ce document sera alors établi en 4 exemplaires.

Durant les travaux, les permis de feu devront être systématiquement déposés pour examen et visa auprès du Coordonnateur Santé-Sécurité. Pendant les travaux, l'entrepreneur s'assurera de ses propres moyens d'extinction.

Les permis de feu seront délivrés chaque jour selon besoin par les services internes de l'établissement, suivant la procédure détaillée dans le CCAP.

1.24 SUJETIONS PRESENCE PLOMB ET AMIANTE

Des diagnostics plomb et amiante avant travaux des zones à rénover ont été établis par le Maître de l'Ouvrage. Ces documents font partie des pièces constitutives du D.C.E., et chaque entreprise est tenue de s'y référer et d'appliquer dans toute sa rigueur la réglementation définie par le Code du Travail, ainsi que les décrets, lois et textes qui le complètent.

La réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques liés au plomb et à l'amiante est applicable en totalité. Les mesures relatives à la protection des personnes intervenantes, protections individuelles, protection collectives, protocole d'intervention de non-contamination des installations de chantier, récupération des déchets et évacuations, suivant les recommandations de la CRAMIF et de l'inspection du travail sont incluses dans le prix de l'offre de l'entreprise.

Si une pollution au plomb et/ou à l'amiante des installations de chantier est constatée en raison de la défaillance d'une entreprise liée au non-respect des protocoles d'intervention définies dans les pièces marchées et selon les recommandations de la CRAMIF et de l'inspection du travail, l'aspiration et le nettoyage complet des installations de chantier seront à la charge de l'entreprise défaillante.

Toutes les mesures de protections seront prises en compte selon les prescriptions de la notice PGC établie par le coordonnateur SPS.

Les précautions à prendre, l'achat des équipements spéciaux, les indemnités diverses versées aux compagnons ou au personnel de l'entreprise sont à la charge des entreprises concernées et donc inclus dans le prix global soumissionné.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de tous les éléments utiles auprès du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

1.25 DECHETS SPECIAUX

1.25.1 Rappels de législation

Les déchets des travaux dit « Déchets spéciaux », et notamment les déchets contenant de l'amiante et/ou du plomb, devront être gérés, financièrement à sa charge, par chaque entreprise dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, et notamment :

- Loi n° 75-663 du 15/7/1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- Loi n° 76-663 du 19/7/1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- Loi n° 92-646 du 13/7/1992 modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ; loi complétant et modifiant les deux précédentes.
- Arrêté du 18/2/1994 modifiant celui du 18/12/1992 et fixant les seuils d'admission des déchets spéciaux au Centre d'enfouissement technique (CET) de classe 1 ainsi que ceux à partir desquels ces déchets doivent être stabilisés.
- Circulaire du 9/5/1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains.
- Arrêté ministériel du 9/9/1997 relatif aux décharges existantes.

- Décret n° 2002-540 du 18/4/2002 relatif à la classification des déchets ; texte abrogé par l'article 4 du décret n° 2007-1467 du 12/10/2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et remplacé par des références aux dispositions réglementaires correspondantes du code de l'environnement.
- Arrêté du 30/12/2002, qui définit les teneurs limites d'acceptation des déchets en plomb dans les installations de stockage de produits dangereux (classe 1).
- Norme des tests de lixiviation : NF EN 12506.
- De façon générale, tout texte réglementaire français (ou européen applicable) non explicitement cité ci-dessus.

1.25.2 Enlèvement des déchets

Sur le chantier, les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés. Les déchets et emballages ne devront en aucun cas être mis-en vrac à côté des zones d'intervention ou dans les zones de stockage.

Le tri et l'évacuation des déchets se font sous la responsabilité de l'entreprise concernée, conformément à la législation en vigueur, et à ses frais.

1.25.3 Stockage des déchets

Le stockage doit se faire dans des sacs plastiques étanches ou dans des conteneurs réservés exclusivement à cet usage. Un étiquetage indiquant l'origine, le nom du Maître de l'Ouvrage et la nature des déchets seront apposés sur les sacs ou conteneurs.

Dans la mesure du possible, les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure de leur production, et au minimum tous les soirs.

De manière générale, l'entreprise s'engage à :

- Collecter et trier, avec le plus grand soin, les déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité.
- Conditionner hermétiquement ces déchets.
- Entreposer provisoirement ces déchets dans des locaux inaccessibles au public, en vue de leur enlèvement quotidien.
- Prendre toutes les dispositions pour éviter la production de poussière et la dissémination de déchets entre les zones de chantier et les zones d'enlèvement.

Les lieux de dépôt seront choisis par l'entreprise en fonction du classement des déchets, comme indiqué au paragraphe suivant.

1.26 Classification et types de traitement des déchets

Le traitement et le stockage des déchets contenant du plomb dépendent de la teneur en plomb lixiviable et de leur nature.

Dans tous les cas, pour un chantier comprenant des interventions sur des supports plombés, les déchets produits sont à classer dans la catégorie « **Déchets dangereux** » (D.D.) qui entre dans la famille des « **Déchets industriels spéciaux** » (D.I.S.).

En conséquence, les déchets doivent être triés et évacués vers les sites de traitement appropriés, dans les conditions suivantes :

– **Déchets secs**

Ce sont les déchets résultant de la préparation des fonds (en général par grattage) et ne contenant pas de plâtre. Ce sont principalement les écailles de peinture contenant du plomb. Ils doivent être stockés en sacs étanches ou « big-bag », puis évacués vers un centre de traitement approprié.

– **Déchets contaminés**

Ils comprennent : les chiffons de nettoyage, les bâches, les polyanes, les EPI (masques, gants, surbottes, vêtements jetables, etc...). Ces déchets doivent être stockés en sacs ou conteneurs étanches. Ils doivent être envoyés en CET de classe 1 ou tout autre centre apte à assurer leur incinération.

– **Gravats et déchets de maçonnerie**

Ils comprennent tous les déchets de petite démolition que l'on rencontre sur le chantier, principalement du plâtre. Ces déchets doivent être stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb. Ils seront ensuite dirigés vers le site de traitement approprié.

– **Déchets mixtes**

Les déchets doivent être traités comme tels. Ce sont en particulier ceux qui proviennent de l'enlèvement de peinture au plomb réalisé avec des solvants. Ils contiennent des éléments solides (peinture) et liquides (solvant).

– **Déchets plombifères bois**

Il s'agit principalement d'éléments de menuiserie (plinthes, fenêtres, portes, etc.) recouverts de peinture au plomb. Ces déchets doivent être stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb. Ils seront ensuite dirigés vers le site de traitement approprié.

– **Déchets de métal**

Les éléments non déstructurés métalliques revêtus de peinture au plomb seront ensachés (filimage sur palette, par exemple). Ces déchets doivent être envoyés en CET de classe 2, ou recyclés par une entreprise spécialisée. Ils seront stockés de façon à éviter la dissémination de particules de plomb.

Pour les déchets secs, les gravats et déchets de maçonnerie, et les déchets plombifères bois, le choix du site de traitement approprié se fait en fonction du résultat du test de lixiviation réalisée, à la charge de chaque entreprise, par un laboratoire spécialisé.

En fonction du résultat du test de lixiviation, les déchets seront envoyés en CET de classe 1, 2 ou 3 selon que :

- Lixiviat supérieur à 50mg/kg : les déchets seront acceptés dans des Centres d'enfouissement technique (C.E.T.) de classe 1.
- Lixiviat inférieur à 50 mg/kg : en C.E.T. de classe 2.
- Si ces déchets sont des matériaux stables (non contaminés), ils peuvent être envoyés en C.E.T. de classe 3 ou utilisés en remblais.

1.26.1 Bordereau de suivi de déchets industriels (BSDI)

Tous les déchets industriels spécifiques, dont les déchets dangereux, doivent être évacués par un transporteur agréé respectant la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté du 17/10/1977, vers une décharge agréée.

L'entreprise qui effectue l'évacuation devra prendre connaissance du plan départemental d'élimination des déchets du BTP auprès de la Direction départementale de l'Équipement (DDE) pour connaître les filières d'élimination et/ou de recyclage disponible dans le département ou dans les départements limitrophes.

Conformément à la loi, des bordereaux de suivi des déchets industriels (BDSI référencé CERFA 070320) et d'acceptation seront établis par l'entreprise. Ils seront joints en 4 exemplaires au DOE adressé au Maître d'œuvre.

Ces BDSI devront permettre notamment d'identifier :

- Le producteur de ces déchets, en l'occurrence le maître d'ouvrage.
- Le collecteur-transporteur et le destinataire.

1.27 OBLIGATIONS

L'entrepreneur contracte par obligation l'exécution intégrale des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement des travaux projetés, conformément aux règles de l'art de la restauration et aux règlements en vigueur, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prix comprendront :

- Toutes les plus-values et sujétions résultant de la nature des travaux, de l'emplacement du chantier et l'utilisation des lieux.
- Toutes les indemnités de déplacement, panier, etc... versées aux ouvriers au titre des contrats collectifs.
- Les façons et pose à toute hauteur, y compris l'entretien des échafaudages mis en place.
- Le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- L'enlèvement de tous les détritits et gravois.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au C.C.T.P. en ce qui concernent l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc...

1.28 COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES

Un compte des dépenses communes de chantier est créé au titre de cette opération.

Les modalités de gestion et de règlement du compte des dépenses communes de chantier (dit compte prorata) seront fixées par une convention de gestion rédigée par l'entrepreneur du Lot n°01, gestionnaire dudit compte et signée par l'ensemble des entreprises participantes.

Le comité de contrôle sera composé de trois entrepreneurs dont le gestionnaire.

Le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage ne seront pas parties prenantes de la convention, néanmoins ils pourraient donner un avis consultatif à titre amiable si un conflit devait subvenir entre différentes entreprises.

Les dépenses à inscrire au titre du compte des dépenses communes sont les suivantes :

- Réparations des dégradations si l'entrepreneur responsable ne peut pas être identifié.
- Nettoyages de chantier sur ordre du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage si le chantier ne se trouve pas dans un état de propreté satisfaisant.
- Les frais d'abonnement et de consommation des fluides énergétiques (Elec/Eau/Evac) de chantier.

1.29 RECEPTION DES SUPPORTS

Le commencement d'une tâche sur un support réalisé par un autre entrepreneur implique la réception sans réserve de ce support.

En conséquence, chaque entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'œuvre, en temps opportun, toute exécution dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages.

1.30 RESPONSABLE D'EXÉCUTION

L'entrepreneur désigne dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du Maître d'œuvre et du Maître de l'Ouvrage.

Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions et problématiques de chantier et ceci, pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution des travaux.

En cas de remplacement du titulaire du poste, elle devra être remplacée par une personne ayant les mêmes compétences et connaissant l'opération afin de pouvoir prendre toutes les décisions nécessaires au bon déroulement de l'opération et des travaux.

Pour ce faire, il devra déjà avoir participé, en accompagnant au moins pendant deux semaines le titulaire du poste pour toutes les interventions relatives à l'opération.

En cas de remplacement du responsable d'exécution, remplacement provisoire pour cause de congés et remplacement définitif, le maître d'ouvrage devra être informé par écrit une semaine au préalable.

L'entreprise prendra également toutes dispositions pour l'encadrement de ses sous-traitants éventuels.

1.31 CONSIGNES PARTICULIERES COVID-19

Chaque entrepreneur devra veiller à :

- Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.
- Faire respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins un mètre entre les personnes, notamment :
 - en divisant par deux la capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations,
 - éventuellement, en organisant les ordres de passage,
 - éventuellement, en décalant les prises de poste,
 - éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...
 - en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.
- Installer, si possible, des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.
- Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydroalcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases vie ou bungalows de chantier.
- Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique pour les compagnons.

- Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.
- Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydroalcoolique sont approvisionnés.
- Aérer les locaux au moins deux fois par jour.
- Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité.
- Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas.
- Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
- Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuels apportés par chaque compagnon.

1.32

NOTE IMPORTANTE

Il est rappelé aux entreprises que les prescriptions et recommandations de l'ensemble des pièces du marché et en particulier le présent document devront être prises en compte dans la remise de leur offre.

Lu et approuvé

Paris, Avril 2025

L'Entrepreneur